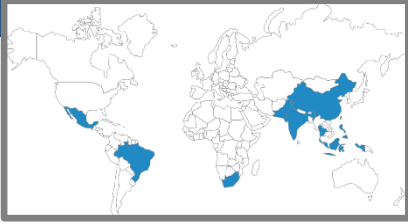


Pays en développement A



- À :** Négociateurs des pays développement A à la conférence des Nations unies sur le changement climatique
- Objet:** Briefing sur les objectifs des négociations.
- Inclus :** Chine, Inde, Afrique du Sud, Mexique, Brésil et Indonésie

Objectifs

Nos gouvernements cherchent à négocier un accord pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) qui pourrait limiter les risques du changement climatique. Mais nous cherchons aussi le meilleur compromis pour notre économie et les intérêts vitaux de nos pays. En 2015, à la conférence de l'ONU sur le climat à Paris, les États se sont mis d'accord pour contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et de poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation de la température à 1,5°C (article 2). Nous devons donc décider :

- 1. Des actions éventuelles pour réduire nos émissions.** Sans mesures concrètes, nos émissions augmenteront considérablement. Nous pouvons donc décider, ou pas, quand nos émissions cesseront de croître, quand elles commenceront à diminuer et à quel taux annuel. (cf. verso pour des données supplémentaires)
- 2. Si nous prenons des mesures pour réduire la déforestation et/ou accroître le boisement (afforestation).**
- 3. Quel montant nous voulons donner aux, ou recevoir des, fonds internationaux pour le climat.** Ces fonds sont destinés à fournir au moins 100 milliards de dollars par an d'aide aux pays en développement pour permettre les politiques d'atténuation des émissions et d'adaptation au changement climatique.

Contexte

Le consensus scientifique est clair. Plus de 97% des scientifiques du climat s'accordent à dire que le changement climatique est une réalité en cours, qu'il est causé par l'utilisation des énergies fossiles et que ses conséquences pourraient être désastreuses. Nous comprenons l'importance de régler la question du changement climatique mais notre priorité est d'élever le niveau moyen de vie qui est bien inférieur à ceux des pays développés. Nos économies connaissent une forte croissance et nous devenons plus puissants.

Opinion publique

L'opinion publique sur le changement climatique dans nos pays est contrastée avec des pays comme l'Inde ou le Brésil où la préoccupation est plus grande. Dans l'ensemble, la majorité de nos citoyens pensent que le changement climatique est réel et que l'activité humaine y contribue de manière significative.

Opportunités

En plus de ralentir le changement climatique, trouver un accord en vue de limiter les émissions de GES réduira également la pollution atmosphérique. En effet celle-ci, dans certaines régions, affecte la santé de nos populations et, dans certains cas, crée de l'instabilité politique. La forte croissance de nos économies peut nous permettre de construire un système énergétique décarboné et de développer des opportunités commerciales liées à la transition énergétique.

Action nationales

Nous trouvons des façons de contribuer à la lutte contre le changement climatique. La Chine est en train d'explorer les marchés du carbone. Elle s'est engagée à ce que son pic d'émissions soit autour de 2030 et a annoncé vouloir atteindre la neutralité carbone vers 2060. Pendant ce temps, le Mexique a aussi pris l'engagement de réduire ses émissions de 25% par rapport à ses émissions de base en 2030. D'autres pays développent des plans, mais notre priorité reste de sortir nos populations de la pauvreté. Nous sommes prêts à agir mais les pays riches doivent agir de façon significative, à la hauteur de leur responsabilité. Nous ne paierons pas le prix de leurs émissions passées.

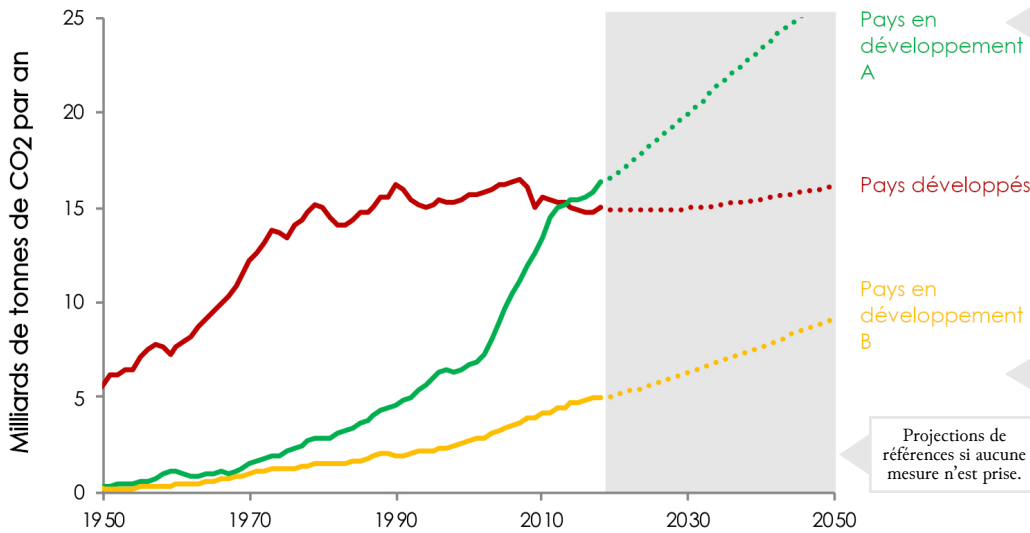
Forêts et utilisation des sols

Nous avons aussi l'opportunité de limiter nos émissions de GES liées à la déforestation et à la dégradation des terres. La plupart des forêts tropicales sont dans les pays en développement, où, malheureusement, la déforestation y est substantielle. Les programmes pour protéger les forêts peuvent réduire les émissions globales et pourraient être financés par les pays riches. Au verso de cette page, vous trouverez des données qui pourront vous être utiles lors de vos négociations.

Contexte international

- Les pays développés ont initié la crise climatique et doivent en prendre la responsabilité. Ces pays ont utilisé les énergies fossiles pour bâtir leurs économies et enrichir leurs populations, souvent en exploitant nos peuples et nos ressources naturelles. Ils vont nous demander de réduire nos émissions avant que nos peuples puissent avoir une chance d'atteindre, le niveau de développement économique dont ils jouissent aujourd'hui. Nous ferons notre part mais les pays riches doivent d'accorder pour des efforts plus importants, à la hauteur de leurs contributions à ce problème. Ils doivent fournir l'aide technologique et financière dont nous avons besoin pour développer nos économies en utilisant des énergies décarbonées.
- Les pays développés craignent que notre développement économique rendra les problèmes environnementaux encore plus importants et menacera leur prospérité. Attendez vous à ce qu'ils utilisent un accord sur le climat pour ralentir notre croissance, limiter les marchés pour nos produits et contraindre notre influence croissante à travers le monde.
- Insistez sur le fait que le changement climatique va affecter les pays développés et qu'ils doivent comprendre qu'il est dans leur propre intérêt d'agir plus. De nombreux rapports soulignent que sans d'importantes réductions d'émissions, les conséquences seront bien plus graves.

Émissions de CO₂ issues des combustibles fossiles



Environ deux tiers des émissions totales de CO₂ dues aux énergies fossiles depuis la révolution industrielle sont le fait des pays développés.

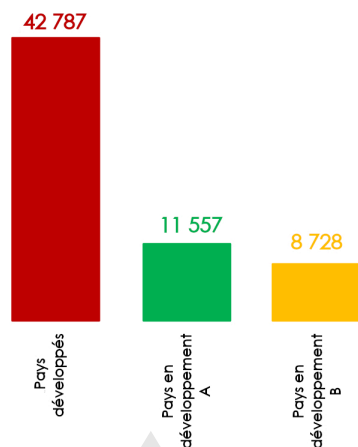
Pour réduire sa dépendance au pétrole, la Suède a su réduire ses émissions de CO₂ de 4,5% par an entre 1976 et 1986. La France et la Belgique ont connu, elles aussi, des réductions similaires pendant la même période.

Plus récemment, le Royaume-Uni a réduit ses émissions de 3,5% par an en moyenne entre 2007 et 2017.

Sinon, les réductions d'émissions les plus significatives ont été historiquement dues à des crises politiques ou économiques.

PNB par personne

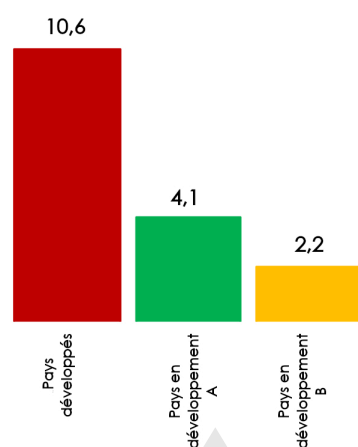
(à parité du pouvoir d'achat en US Dollars, 2017)



Le PNB par personne dans les pays développés est plus de 4 fois supérieur que celui des pays en développement.

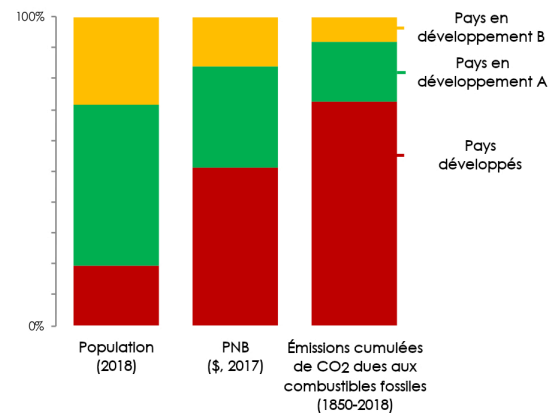
Émissions par personne

(tonnes de CO₂ par an, 2018)



Les émissions de CO₂ par personne aux États-Unis, dans l'UE et les autres pays développés sont bien plus importantes que celles des pays en développement.

Population, richesse et émissions cumulées



Plus de 80% de la population mondiale habite en Chine, en Inde et dans les autres pays en développement. Mais ils ne représentent que 31% des émissions cumulées et 52% de la richesse mondiale.